

L'économie circulaire et l'inclusion socio-économique en Afrique Occidentale

The circular economy and socio-economic inclusion in West Africa

Alexandra Bienfait¹, Emmanuel Raufflet²

¹ Diplômée en management et développement durable, HEC Montréal, Canada, alexandra.bienfait@hec.ca

² Professeur titulaire, HEC Montréal, Canada, emmanuel.raufflet@hec.ca

RÉSUMÉ. Cet article explore les liens entre économie circulaire (EC) et l'inclusion socio-économique en Afrique Occidentale dans les discours et pratiques de la coopération internationale (CI). Cet article identifie deux constats principaux. D'abord, l'économie circulaire, telle que promue, omet souvent les enjeux et les objectifs d'inclusion socio-économique. L'économie circulaire, en tant que modèle réformiste, peut promouvoir un monde juste et durable avec l'aide de la CI tout en tenant compte de ses limites. Ensuite, alors que l'Afrique circularise depuis toujours à de nombreuses échelles et dans de nombreux contextes souvent informels dans des situations d'innovation sous contraintes, les promoteurs de l'économie circulaire et de la coopération internationale pourraient reconnaître ces savoirs et pratiques d'économie circulaire implicites existants en mettant en avant une société circulaire inclusive socio-économique.

Des pistes de recherche et d'actions sont proposées pour promouvoir une EC réformiste sociale, dans le respect des savoir-faire culturels et locaux.

ABSTRACT. This article explores the links between the circular economy (CE) and socio-economic inclusion in West Africa within the discourse and practices of international cooperation (IC). It identifies two main findings. First, the circular economy, as promoted, often omits socio-economic inclusion issues and goals. The circular economy, as a reformist model, can promote a just and sustainable world with the help of IC, all while considering its limits. Second, while Africa has always circularized at many scales and in many often informal contexts in situations of innovation under constraints, the promoters of the circular economy and international cooperation could recognize this knowledge and the practices of an existing implicit circular economy by promoting an inclusive socio-economic circular society. Avenues for research and action are proposed to promote a social reformist CE, while respecting cultural and local know-how.

MOTS-CLÉS. Économie circulaire, coopération internationale, engagement socio-économique, inégalités et inclusion sociale, Afrique, société réformiste.

KEYWORDS. Circular economy, international cooperation, socioeconomic engagement, inequalities and social inclusion, Africa, reformist society.

1. Introduction sur l'Economie Circulaire (EC) et inclusion socio-économique en Afrique de l'Ouest

1.1. *Introduction sur l'économie circulaire*

L'économie circulaire est promue dans de nombreux pays pour faire face aux enjeux liés au système de production et de consommation et indirectement lutter contre les changements climatiques.

Selon le pôle québécois de concertation sur l'économie circulaire, l'EC se définit comme un « système de production, d'échange et de consommation visant à optimiser l'utilisation des ressources à toutes les étapes du cycle de vie d'un bien ou d'un service, tout en réduisant l'empreinte environnementale et en contribuant au bien-être des individus et des collectivités ».

Selon l'institut EDDEC¹ en 2018, l'EC s'articule au niveau de deux objectifs : repenser à comment réduire la consommation de ressources et préserver les écosystèmes (écoconception, consommation et approvisionnement responsables, optimisation des opérations); et optimiser en donnant une nouvelle vie aux ressources (écologie industrielle, recyclage et compostage, valorisation), en prolongeant la durée de vie des produits et des composants (entretien et réparation, don et revente, reconditionnement, économie de fonctionnalité) et en utilisant les produits plus fréquemment (économie collaborative, location).

Au niveau socio-économique, l'EC vise à réduire et rationaliser les dépenses d'échelle des entreprises (accroissement de leur compétitivité), attirer l'industrie nationale, optimiser et sécuriser la gestion des ressources, notamment en termes d'approvisionnement de matières premières, développer de nouveaux secteurs d'activités, tels que le recyclage, les innovations techniques, créer des emplois induits de ces nouveaux secteurs, responsabiliser les organisations de manière à proposer des emplois décents, des produits et services responsables, conformes au bien-être des citoyens et consommateurs. De nombreuses recherches démontrent les retombées économiques et sociales de l'EC, notamment en matière de création d'emploi (Circle Economy, Ellen Mc Arthur), mais restent non chiffrées.

1.2. Enjeux environnementaux et socio-économiques de l'Afrique occidentale

Au niveau environnemental, l'Afrique subit une dégradation de ses ressources naturelles continue (sécheresse, infertilité des sols, déforestation), entraînant des crises humanitaires et environnementales [KAR 19]. L'Afrique est considérée comme le continent le plus vulnérable face aux impacts de la variabilité du changement climatique, notamment au niveau des agricultures vivrières et donc des agriculteurs [CHA 07]. Le continent possède des collectes de déchets déficientes et manque d'usine de recyclage, entraînant une augmentation des déchets en Afrique selon le PNUD² (déchets plastiques, électroniques, textiles). Par ailleurs, plus de 60% des déchets électroniques en Afrique proviennent des importations : en effet, la production de déchets électroniques par habitant en Afrique est la deuxième plus faible au niveau mondial selon l'Ellen MacArthur Foundation. Également, la transformation et la manipulation des déchets électroniques provoquent des effets nocifs sur la santé des personnes et sur l'environnement.

Nous nous concentrerons sur les enjeux socio-économiques auquel l'EC peut répondre en Afrique occidentale:

Enjeu socio-économique	Statistiques	Lien avec l'EC
La santé	La santé passe avant tout par la sécurité alimentaire. Selon le nouveau rapport de la FAO de l'ONU (Food and Agriculture Organization of the United Nations), 75,2 millions de la population africaine occidentale étaient sous-alimentés en 2020, chiffre ayant doublé depuis 2005 et représentant environ 10% de la population mondiale sous-alimentée. 115,7 millions de la population	Plusieurs stratégies de l'EC, telles que la consommation responsable et l'approvisionnement responsable de l'EC permettent de réduire les insécurités alimentaires et améliorer la production qualitative des ressources liées au secteur alimentaire (projets agroalimentaires locaux, circuits courts, circularisation de certains flux, principes de zéro déchet, agriculture urbaine, réseaux collaboratifs

¹ Environnement, du Développement Durable et de l'Economie Circulaire

² Programme des Nations Unies pour le Développement

	africaine occidentale souffrent d'insécurité alimentaire sévère en 2020, chiffre presque quadruplé depuis 2014.	de coopératives).
L'emploi et l'économie informelle	Selon AFRISTAT ³ , la proportion de l'emploi informel dans l'UEMOA ⁴ se situe à 89,6%. Le taux des jeunes de 15 à 24 ans n'étant ni dans le système éducatif ni dans l'emploi est 42,9%. Le taux d'emploi vulnérable ou la part des travailleurs à leur propre compte et travailleurs familiaux est de 72,1%. Le taux de salaire inférieur au salaire minimum est de 31,2% et la durée de travail excessive (plus de 48 heures par semaine) est de 39,6%.	L'EC permet la création de nouveaux emplois, qui eux aussi, doivent tenir compte des enjeux liés au rôle de l'économie informelle et la création d'emploi incluant socio-économiquement et respectant les droits du travail internationaux. Il faut créer des conditions décentes aux personnes et communautés agraires vulnérables pour éviter in fine des conflits, de l'instabilité, la faim, la pauvreté et les migrations [OLA 20].
L'éducation	Selon l'UNESCO ⁵ , l'Afrique subsaharienne (comprenant l'Afrique occidentale) détient les taux les plus élevés d'exclusion de l'éducation. Selon AFRISTAT, 54,3% de la population de l'UEMOA n'est jamais allée à l'école (59% chez les femmes). Le taux d'alphabétisation est de 47,6% (56,5% pour les hommes et 39,6% pour les femmes). « L'Afrique est la seule région du monde où la population des jeunes (jusqu'à 24 ans) augmente et devrait atteindre 51 % de la population totale d'ici 2050. » ACEA, 2022	L'éducation, la culture et la formation sont des conditions essentielles pour informer et sensibiliser la population à l'EC et réduire les inégalités socio-économiques. C'est de cette manière que les producteurs et consommateurs de demain se forment et la transition vers une EC va dépendre de la capacité à innover, des compétences et des connaissances clés pour appliquer l'EC dans leurs futurs métiers/projets.
La discrimination	La discrimination, bien que plus difficile à mesurer, est très importante. Selon AFRISTAT, la proportion des adultes ayant déclaré avoir fait l'objet de discrimination ou de harcèlement pour des motifs interdits par le droit international des droits de l'homme est de 16,4 %.	Les populations marginalisées ont besoin d'être incluses socialement étant essentielles pour le fonctionnement de nos sociétés. L'EC réformiste doit intégrer cet objectif dans ses stratégies si elle se veut réformiste d'un système inclusif et égalitaire.
Politique, gouvernance et	70,3% de la population de l'UEMOA estime que la corruption est importante dans leur pays. Seuls	L'EC permet le recul de l'économie informelle et de la corruption en proposant une approche systémique de

³ Observatoire Économique et Statistique d'Afrique Subsaharienne

⁴ Union Économique et Monétaire Ouest Africaine

⁵ United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization

corruption	34,6% des individus estiment qu'ils sont consultés dans leur prise de décision.	tous ses flux.
------------	---	----------------

Source : Auteurs

1.3. L'inclusion socio-économique

En 2003, la Commission des Communautés européennes définit l'inclusion sociale tel étant « un processus qui garantit que les personnes en danger de pauvreté et d'exclusion obtiennent les possibilités et les ressources nécessaires pour participer pleinement à la vie économique, sociale et culturelle, et qu'elles jouissent d'un niveau de vie et de bien-être considéré comme normal pour la société dans laquelle elles vivent. L'inclusion sociale leur garantit une meilleure participation aux processus de prise de décision qui affectent leur vie et un meilleur accès à leurs droits fondamentaux ».

L'inclusion socio-économique vise ainsi à réduire les inégalités sociales (liées à des situations de pauvreté, de discrimination raciale, de genre, de stigmatisation communautaire, d'handicap, de démobilisation d'enfants soldats, filles de victimes de violences sexuelles, des conditions de travail indécentes, un manque d'accès à la mobilité,⁶ etc.), ainsi que les inégalités économiques (inégalités de revenus et de patrimoine). C'est un concept qui évolue et s'étend à travers les sociétés [BOU 15].

L'inclusion par l'emploi reste le moyen de lutte principal contre l'exclusion socio-économique. L'objectif peut parfois être difficile à atteindre (qualifications et formations nécessaires) et avoir un emploi n'est pas toujours synonyme d'inclusion sociale si les conditions de travail sont indécentes (bas salaires, conditions difficiles, manque d'opportunités professionnelles) [VIR, ERA 20]. L'enjeu du transport est fortement important pour assurer l'inclusion socio-économique (liens entre mobilité, exclusion sociale et bien-être [STA 17] à travers l'interconnexion des infrastructures de transport).

L'exclusion sociale est un enjeu problématique en matière de développement durable : en effet, sans éducation, formation, sensibilisation et une mobilité accessible à tous, les effets de réseau et de synergie, d'égalité et d'équité, de solidarité et de collaboration, ne peuvent assurer un développement durable. Eradiquer la pauvreté passe avant tout par une répartition équitable des ressources et des services.

“Achieving sustainable development and eradicating poverty would involve effective and equitable climate policies at all levels from local to global scale.” IPCC (Intergovernmental panel on climate change), 2021

La recherche se penche sur les sujets d'inclusion sociale, comme par exemple sur l'adoption d'approches transformatrices du genre en Afrique pour appuyer le changement social, en démontrant les inégalités de genre engendrées par les détenteurs de pouvoir [NJU 22].

1.4. L'EC, Afrique de l'Ouest et la Coopération Internationale (CI)

La tenue du forum mondial de l'EC 2022 au Rwanda fin 2022 envoie un signal du potentiel de l'économie circulaire pour le contexte africain. Ce modèle est pertinent pour l'Afrique qui l'a toujours appliqué sur les principes environnementaux. Les enjeux territoriaux et d'environnement bâti en Afrique sont un défi auquel l'EC peut répondre. Selon l'Ellen MacArthur Foundation, 60 à 80% de l'environnement bâti nécessaire à la population croissante n'a pas encore été aménagé. Face à l'urbanisation rapide, repenser la circularisation et l'intelligence des villes est indispensable pour améliorer la qualité de vie des citoyens, qu'elles soient embryonnaires ou développées, notamment à

⁶ Source : site web de l'UNICEF

travers le concept de métabolisme urbain (logement, transport, énergie, eau, éducation, santé) en construisant des bâtiments et infrastructures moins énergivores, processus compris, conformément aux cicles des Objectifs de Développement Durable (ODD) de l'Agenda 2030.

Pour promouvoir ce nouveau modèle, les organisations internationales ont un rôle primordial à jouer, notamment depuis la fin de la crise des années 70, coordonnant avec la crise de l'Etat providence. « La CI possède des résultats positifs et mesurables », selon le dernier rapport 2022 du GIEC (chapitre 14 sur la CI), notamment en matière environnementale. De nombreux défis sont toutefois à considérer. La mise en place des organismes de CI engagée en Afrique occidentale pour l'EC est récente, des pistes d'amélioration et de réflexion sont à prévoir.

Ce contexte de convergence motive les questions de recherche exploratoire : quels sont les points de rencontre entre l'EC, la CI et l'inclusion socio-économique ? Comment la CI en EC pourrait contribuer à l'inclusion socio-économique des groupes marginalisés en Afrique occidentale? Quels rôles pour la CI dans ce processus ?

Méthodologie :

Les données secondaires de cet article sont issues de la revue de littérature (scientifique et grise) et les données primaires ont été obtenues en réalisant dix entrevues avec des professionnels reconnus pour leur expérience en CI, EC ou en matière socio-économique des projets (Annexe 1).

Cet article présentera en premier lieu les constats généraux issus de la revue de littérature et des entretiens sur les liens interdépendants entre EC, CI et inclusion socio-économique, ainsi que les enjeux et critiques pour chacun. De cette manière, nous pourrons justifier les résultats et pistes de discussion en découlant sur l'arrimage de nos trois notions étudiées.

2. Constats généraux à travers la revue de littérature et les entretiens

2.1. Le concept d'économie circulaire est récent.

L'EC en tant que concept a commencé à se diffuser dans les politiques publiques, cercles d'entreprises et de recherches dans les années 2010. Par conséquent, la littérature commence à ce moment et se trouve de fait, moins dense que sur les thématiques de CI et d'inclusion socio-économique qui sont plus établies. Les travaux de recherche qui lient EC avec l'inclusion socio-économique ou CI sont encore relativement rares.

2.2. L'économie circulaire implicite ou explicite

2.2.1. Dans la revue de littérature

L'EC n'est pas mentionnée explicitement dans les publications avant ces années mais de nombreux principes sont appliqués depuis toujours, une multitude projets incluent une de ses stratégies et le travail de la recherche consiste à les distinguer pour trouver toutes les formes d'EC. Il y a très peu de publications académiques intégrant l'inclusion socio-économique, la CI et l'EC de manière explicite. De manière plus générale, ce vide laissé dans la littérature est également souligné par le rapport d'Armah et Baek [ARM, BAE 19], expliquant que l'étude des thématiques économiques, sociales et environnementales a été analysée de manière isolée, et pas assez de manière interdépendante.

2.2.2. En Afrique

Les principes d'EC ont toujours été pratiqués consciemment et/ou inconsciemment, surtout en Afrique, davantage que dans les pays plus développés⁷. Ceux liés à la réduction du gaspillage, de réparation et réutilisation, de partage des objets et des matières sont ainsi appliqués et sont profondément ancrés dans les pratiques de production et de consommation traditionnelles africaines. De cette manière, l'Afrique est l'un des continents les plus enclins à circulariser, et elle pourrait s'avérer pionnière grâce à certains processus et procédés culturels.

“In Africa, we are naturally circular traditionally. Socio-economy is a growing area.” Nous indiquent les chercheurs de l'ACEA/ACEN.

2.2.3. Dans la coopération internationale

L'EC n'est pas explicite à travers les objectifs des principaux organismes de CI (ONU, ONGs, centre de recherche), mais de nombreux projets intègrent une ou plusieurs stratégies d'EC. Plusieurs interviewés nous ont indiqué avoir travaillé pour des organismes de CI n'ayant pas d'objectif d'EC directement, mais pourtant tous ont mis en place des projets intégrant une ou plusieurs stratégies d'EC, notamment au niveau du fonctionnement en circuit fermé local, dans la chaîne de valeur de production, mais aussi dans le choix des partenaires. L'ancienne directrice de projet chez Oxfam nous explique que le *Fair Trade* était à l'origine du fonctionnement en circuit court. Pour elle, l'EC est un bon concept pour réfléchir sur nos modèles systémiques, mais qu'il existe depuis toujours, et que ses stratégies ressortent à travers l'ESS, l'aspect local et le *fairtrade*.

« Au lieu de reprendre des principes, on invente de nouveaux termes, pour finalement faire la même chose. ».

L'EC est implicite pour l'Afrique et souvent pour la CI de manière générale aussi, continent ayant une économie intégrée et locale.

2.3. La vision de l'EC limitée à son impact environnemental

L'EC, qui présente une vision principalement technocentrale, est un concept récent n'ayant pas pour objectif premier la réduction à la source des inégalités sociales. Ce concept a été construit afin de concilier la croissance économique et la protection de l'environnement⁸. Ses objectifs sont souvent axés sur des aspects techniques, industriels et économiques conformément à la logique de croissance économique et ne se penchent pas assez sur les enjeux sociaux tels que les inégalités socio-économiques et l'exclusion sociale [CAM 21]⁹.

Le représentant exécutif de la Fondation Ellen MacArthur nous précise « qu'aujourd'hui, appliquer les principes de l'EC ne garantissent en rien un modèle juste. ».

L'organisation Circle Economy présente un rapport “Thinking beyond borders to achieve social justice in a global circular economy”, où elle reconnaît que l'EC ne répond pas aux problèmes d'inégalités sociales, inter et intrapays :

“ The circular economy will not be just by default.” Circle economy

⁷ Selon un article du journal du Monde https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/12/05/les-villes-africaines-ont-tout-a-gagner-avec-l-economie-circulaire_6104796_3212.html#xtor=AL-32280270-

⁸ Ademe, 2014

⁹ Dans une vision d'EC technocentrale, c'est-à-dire 84% des définitions de l'EC selon Boris Chabanel, 2021

Pourtant, elle peut et se doit d'être socialement juste en étant réformiste sans quoi l'idéologie linéaire continuera de prédominer nos modèles sociétaux. Le rapport du Circle Economy démontre les vertus de s'engager en faveur d'une EC et juste. Il identifie les leviers pour les gouvernements et parties prenantes latérales de penser une EC et sociale. Ses objectifs sont notamment d'assurer des emplois de qualité, accessibles, investir dans la connaissance, les compétences, favoriser les partenariats responsables. Ce rapport propose aussi des pistes d'action pour l'intégration des principes de justice sociale à l'EC.

Par exemple, l'aspect d'inclusion est nécessaire pour autonomiser les récupérateurs de déchets, et passe par différents principes [BUC 21] : réseaux collaboratifs d'acteurs ; favoriser le modèle d'entreprises coopératives et in fine les modèles d'économie formelle ; améliorer les compétences techniques et d'entrepreneuriat des employés récupérateurs de déchets ; et faciliter l'accès aux technologies de gestion des déchets.

2.4. Le rôle de la CI pour inclure socio-économiquement

2.4.1. La CI en général

La CI regroupe l'ensemble des organisations de la société civile mobilisées dans la solidarité internationale. La réduction des inégalités socio-économiques est au cœur des principes de la CI : éradiquer la pauvreté et les injustices, améliorer la santé, l'éducation, le progrès, promouvoir un monde inclusif et respectant la diversité, permettre l'égalité des chances, le respect des droits de l'homme et libertés fondamentales, etc. (article 55 de la Charte des Nations Unies).

« Les inégalités accentuent l'anxiété, érodent la confiance publique et déstabilisent la cohésion sociale, les droits de l'homme, la paix et la prospérité [...] Pour toutes ces raisons, le Programme 2030 place l'objectif de l'inclusion [...] au cœur de nos efforts. » Secrétaire général des Nations Unies, « L'impératif de l'inclusion », 2019

2.4.2. La CI promouvant l'EC ne détient pas d'objectifs clairs et définis d'inclusion socio-économique

Nous avons étudié les principaux organismes dédiés à l'EC la promouvant au niveau mondial (Ellen MacArthur Foundation, The Circle Economy) et de l'Afrique (ACEA African Circular Economy Alliance, ACEN African Circular Economy Network, ACCA African Circular Cities Alliance).

Sur leurs sites webs, les principaux objectifs d'intervention touchent aux secteurs alimentaires, l'agriculture, l'énergie et l'eau, la gestion des déchets plastiques et électroniques, la mode et le textile et l'environnement bâti. Les projets mis en œuvre par la CI engagés en EC incluent indirectement à travers la création d'emploi, des technologies environnementales, le choix des circuits courts tel que l'agriculture à petite échelle, biologique et/ou familiale ou bien encore la construction d'infrastructures permettant l'accès à l'eau.

Toutefois, il n'y a pas d'objectifs clairs et définis d'inclusion socio-économique (objectifs d'égalités des genres, d'inclusion sociale des personnes marginalisées, de formation et d'éducation) bien qu'ils aient des actions et des partenariats mis en œuvre mais qui restent encore peu nombreux.

Par exemple, la fondation Ellen MacArthur travaille en collaboration avec l'African Leadership University (ALU) afin de promouvoir l'EC dans l'enseignement de manière générale, dans la recherche et l'ensemble du monde universitaire. La fondation a proposé aussi un programme en ligne de six semaines du 18 avril au 27 mai 2022 pour toute personne établie en Afrique et qui désire en apprendre davantage sur l'EC. Toutefois, la fracture numérique peut enlever l'intérêt de ce type de formation en ligne. L'échelle locale, grâce aux associations, peut promouvoir les principes de l'EC et développer des solutions communautaires.

2.4.3. Les enjeux et limites de la CI

2.4.3.1 L'imposition d'un modèle

Bien qu'essentielle, la question de l'imposition de valeur, notamment en matière sociale et sociétale, est extrêmement complexe. Un mode de pensée occidentale d'inclusion socio-économique (mais aussi d'EC) ne peut être appliquer uniformément dans chaque pays¹⁰, en fonction des différentes cultures ancestrales, climat, etc. Promouvoir un modèle nécessite aussi une certaine exemplarité pour assurer sa légitimité.

Dû à l'échec d'anciennes politiques de la coopération, l'utilisation de nouvelles formulations par les bailleurs de fonds est une excellente stratégie marketing pour implanter un nouveau modèle [BAR 07]¹¹. Le changement n'est pas toujours souhaitable pour les populations locales, mais souvent pour le capitalisme. L'aide peut parfois ne pas en être une en fonction de la culture locale et des habitudes culturelles du pays.

« La théorie du changement est un des outils du capitalisme et de la coopération néolibérale. » nous indique l'ancienne directrice de projet chez Oxfam.

« La politique d'aide au développement de la France a toujours mis l'Afrique en priorité, où un lien fort avec l'Afrique occidentale est toujours présent. » nous explique la responsable de projets au CIRAD.

« Il faut accompagner un projet, non pas le contrôler. Le déploiement d'un pays ne peut venir que de lui-même. Les pays du Sud n'ont pas tant besoin de coopération mais de partenariats, basés sur des relations équitables et justes. » nous indique l'animateur chez Educonnexion.

Le but de la CI en EC se doit d'accompagner les projets existants plutôt qu'en créer un sans tenir compte de l'environnement existant. Il est nécessaire d'intégrer la notion de respect, comprendre ce que les gens veulent et ce qu'ils consomment vraiment. Cela devrait passer par plus de partenariats que d'une volonté de contrôle, et continuer à favoriser les circuits courts et l'échelle locale (atelier de renforcement de la chaîne de valeur locale).

Ces questions de fond sont traitées par les organismes de coopération internationaux et doit être constamment remise en question pour éviter de nouvelles formes de colonialisme. Par exemple, l'AG des Nations Unies dispose d'une déclaration des droits des populations autochtones (sécurité alimentaire) et alimentation traditionnelle et l'UNESCO a récemment publié une politique sur l'engagement auprès des peuples autochtones.

2.4.3.2. Limites financières, temporelles et organisationnelles

Le financement reste une limite pour le développement de projets de toute organisation, autant publique que privée, mais surtout celles de petites tailles.

« Les financements sont liés aux politiques, et les politiques ne sont pas durables ». Nous indique la responsable de projets au CIRAD. « Cela amène des compétitions entre les ONG » nous indique le conseiller principal au CECI. « S'il n'y a pas de bailleurs de fonds, le projet n'existe pas. Il n'y a aucun appel d'offres intégrant le critère de l'EC. »

¹⁰ Pour l'auteur Kaplan (2000), il faut abandonner l'idée d'un modèle statique, que l'on applique à toutes les situations.

¹¹ Également le représentant exécutif de la fondation Ellen MacArthur en fait sa critique principale : pour lui, le débat sur l'EC reste encore trop superficiel, simplement perçu comme un argument marketing.

La deuxième principale problématique de la CI est de pérenniser les projets, où bien souvent ils présentent une durée de cycle de vie courte. La logique de projet dépend du financement : une innovation peut ne pas être transférée si le financement s'arrête. Par exemple, les Nations Unies ont lancé un appel pour le financement humanitaire 2022, et seulement 17% de l'appel total pour le Sahel central (Niger, Mali, Burkina Faso) a été financé. Les bailleurs de fonds diffèrent aussi entre les centres de recherche et les ONG.

Au niveau organisationnel, « un des problèmes de la CI est son fonctionnement en système pyramidal [...]. » nous indique le chercheur scientifique au CERDI avec « beaucoup de couches d'autorité ». Selon lui, la coopération pourrait être circulaire dans ses processus et son modèle de fonctionnement.

Enfin, les employés ou anciens employés de la CI indiquent une pression forte sur les résultats et mesure des résultats des projets entrepris (Oxfam, CECI). Les indicateurs sont complexes et « purement mathématiques et surdimensionnés ».

« On ne pense qu'en résultat et on est tenu de tout mesurer, de coder le projet. Est-ce qu'on est réellement performant ? », se demande le conseiller principal au CECI « Il y a toute une grille de mesure d'évaluation du projet sur trois niveaux de résultats (résultats selon les ODD, résultats intermédiaires, puis résultats organisationnels ou individuels) mais on n'a pas d'outils de mesure à long terme. Il y a d'énormes problèmes de suivi et d'évaluation. ». L'ancienne employée d'Oxfam se questionne aussi « Quel est l'impact de mesurer constamment ? La détermination des résultats intermédiaires est contradictoire : on nous dit de les déterminer en fonction du projet, mais d'un autre côté on nous en impose. »

2.4.3.3. La critique des ODD en matière socio-économique

Selon le rapport 2022 du GIEC, la CI peut renforcer les efforts des pays concernant le climat et la justice sociale, notamment en atteignant les ODD de l'ONU. Les ODD disposent d'objectifs définis d'inclusion socio-économique et sont souvent pris en modèle par la CI pour définir ses propres objectifs. Toutefois, la société civile et certains Etats membres reprochent souvent aux ODD de ne pas être assez concrets et obsolètes (Agenda 2030 a été fait en 2015, de nouveaux enjeux sociétaux ont apparu entre temps).

« On ne peut résoudre de nouveaux défis avec un langage et état d'esprit de 2015. » nous indique l'assistante stagiaire au secrétariat de l'ONU.

Selon ses propos recueillis en tant que secrétaire lors du HPLF (High-Level Political Forum 2022), l'ODD le plus problématique ressorti est l'ODD 5 concernant l'égalité hommes-femmes. En effet, l'autonomisation des femmes pose problème sur la détermination des définitions, du langage à adopter et la définition du corps des femmes. Il en est de même pour la notion de discrimination, qui ne fait pas l'objet d'un accord unanime et reste encore en négociation, et la liste de personnes discriminées (définir les personnes vulnérables et marginalisées).

Pour finir, elle nous souligne « l'EC n'est pas à la page : on reste principalement dans un état d'esprit de développement ».

3. Résultats et pistes de discussion

3.1. L'EC inclut mais peut davantage inclure en matière socio-économique.

L'EC se doit d'être juste et durable en général, d'autant plus en Afrique occidentale qui présente d'importants enjeux socio-économiques actuels et futurs.

L'EC inclut en matière socio-économique indirectement, notamment à travers la création d'emploi, mais ne mesure pas les effets rebonds en matière socio-économique, nous explique le représentant à l'Ellen MacArthur Foundation. Les organismes locaux en Afrique occidentale dédiés à l'EC n'ont pas du tout d'objectifs d'inclusion socio-économique (ACEA, ACEN, ACCA) mais contribuent et peuvent davantage contribuer à ces enjeux à travers ces objectifs prédefinis, c'est-à-dire en favorisant les stratégies de consommation responsable, d'économie collaborative et de partage, de location, des dons et de revente, de reconditionnement...

Elle pourrait l'être davantage notamment en matière de renforcement des capacités tel que le pratique la CI de manière générale (programmes pour favoriser l'entrepreneuriat par exemple), de gouvernance et de discrimination, de sensibilisation des populations, en investissant dans les infrastructures sociales et la technologie, l'application de la loi, la CI, les coalitions publiques-privées et le soutien de mesures fiscales. L'approche des capacités de Sen¹² est une des clés permettant une transformation sociale selon l'auteur Maton (2000) si elle est cumulée aux principes d'autonomisation des groupes, de développement de la conscience relationnelle collective et le défi culturel et local. Également, une étude pilote empirique menée dans les écoles rurales de l'Etat d'Imo au Nigéria démontre les bienfaits de promouvoir un plaidoyer pour la justice sociale, permettant l'éradication de la discrimination, les inégalités et les préjugés et un changement systémique dans les écoles secondaires rurales, mais aussi à plus grande échelle [NWA 19].

Elle pourrait être perçue comme une solution à l'inclusion sociale si elle est encline à un modèle réformiste. Il existe différents types de pensée autour de l'EC : société circulaire réformiste, EC technocentré, société circulaire transformationnelle et l'EC forteresse [FRI, VER, SAL 20]. La vision prise ici s'apparentera à une EC réformiste du système capitaliste actuel, notamment à travers des innovations sociales et des nouveaux modèles d'entreprises qui améliorent la santé écologique et la prospérité de la disponibilité des ressources. Circle Economy et son rapport suscité propose aussi un modèle alternatif d'EC et d'inclusion sociale où tout reste à faire.

Pour cela, elle doit inscrire des objectifs clairs d'inclusion socio-économique, qui sont pour l'instant absents. La notion d'inclusion socio-économique par l'EC est souvent rapportée à la seule dimension de création d'emploi et de l'économie informelle dans la sphère de la CI engagée pour l'EC. Par exemple, les objectifs des organisations internationales pourraient davantage intégrer la lutte contre les discriminations, favoriser l'intégration des ethnies, les orientations sexuelles, etc. Pour cela, intégrer et sensibiliser sur les notions d'injustice épistémique, d'intersectionnalité ou bien encore du pluralisme dans toutes les dimensions pourrait être pertinent pour la CI en EC de manière générale. L'approche inclusive du genre doit être intégrée par les organismes de coopération internationaux en EC. Par exemple, cette approche pourrait accorder aux femmes et aux jeunes plus de droits de propriété, l'accès au crédit, la sensibilisation aux normes techniques et règlementaires (et éviter de se retrouver dépendant à l'économie informelle) et aux équipements et technologies modernes [MIH 19].

Les initiatives d'ESS (Economie Sociale et Solidaire) pourraient être reprises ou être réalisées en collaboration avec les projets d'EC. L'ESS est de plus en plus reconnue pour relever les défis liés à la pauvreté, le chômage, les inégalités, l'exclusion sociale et le changement climatique¹³. Elle se concentre sur les communautés locales et vise aux principes d'équité, de cohésion sociale,

¹² Amartya SEN définit une capacité, aussi dénommée liberté substantielle, telle étant la « possibilité effective qu'un individu a de choisir diverses combinaisons de « mode de fonctionnement », c'est-à-dire se nourrir, se déplacer, avoir une éducation, participer à la vie politique » [SEN 03]. L'ONU s'y est notamment intéressé dans les années 1999.

¹³ « Transférer le concept d'économie sociale et solidaire en Afrique francophone devrait conduire à une réflexion, en amont, sur les représentations de la pauvreté et de l'exclusion » [BAR 07]. Les problèmes du Nord ne sont pas les problèmes du Sud.

d'inclusion, de coopération, de solidarité, d'autonomie et de démocratie. De nombreuses recherches démontrent les bienfaits des entreprises sociales, améliorant notamment le capital social et une gouvernance plus durable. La coopération sociale se démarque comme étant la solution pour amener une approche d'ESS à l'EC. Les enjeux sociaux peuvent être résolus à travers la coopération sociale, plus spécifiquement des types d'organisation B (SC-B). A travers la transformation et la valorisation des déchets, elle va pouvoir créer de nouveaux emplois et favoriser l'insertion sociale de personnes exclues socialement [CAM 21].

Dans cette continuité, la piste des coopératives intégrées de développement durable est un modèle à développer pour impliquer la communauté. Les coopératives sont essentielles pour renforcer les liens de confiance à travers une égalité des employés, l'inclusion des personnes marginalisées et le recul de l'économie informelle, mais que des freins à leur développement existent¹⁴. Les CIDD (Coopératives Intégrées de Développement Durable) sont des modèles d'EC à intégrer dans les zones rurales. Par exemple, le développement de collecte sélective solidaire et inclusive pourrait être une solution à la gestion des déchets et l'inclusion socio-économique simultanément [SAK 21].

L'inclusion de l'ensemble des parties prenantes est essentielle [GUN 18]. Les défis principaux sont l'intervention des acteurs sur l'ensemble de la chaîne de valeur de recyclage, de l'amont à l'aval. La logique d'ACV se pose comme une solution en matière environnementale et de mesure socio-économique en adoptant les bons partenariats tout au long de l'ACV du produit ou service¹⁵. La citoyenneté sociale peut être un outil d'inclusion : en Afrique du Sud postapartheid, elle est utilisée pour éviter l'exclusion sociale de populations historiquement exploitées, exclues et opprimées [NKA 12].

3.2. Les concepts d'EC, CI et sociaux ne sont pas l'objet d'arrimage systématique.

Pour l'instant, il n'y a pas assez d'analyses théoriques sur l'interaction des dimensions ESG¹⁶, et encore moins sur l'interaction entre l'EC, l'inclusion socio-économique, la CI et sur le territoire de l'Afrique occidentale. La revue de littérature ne fait que rarement l'arrimage entre ces trois notions. Aussi, la revue de littérature qui porte sur l'EC nous démontre que la plupart de nos sources sont tournées vers l'environnement. Les analyses des transformations structurelles ne traitent pas de la manière dont les trois dimensions ESG interagissent, et à quel point leur synergie et leur lien interdépendant peut avoir des conséquences à long terme, notamment en Afrique occidentale [ARM, BAE 19].

« Il n'existe de pas recherches poussées sur l'inclusion socio-économique.», nous explique le représentant exécutif à l'Ellen MacArthur Fondation.

Face aux constats émis, il y a un besoin d'avancement des connaissances sur le lien interdépendant entre les aspects sociaux et environnementaux de la CI en EC, et d'entamer un dialogue proactif, véhiculer de manière accessible les informations clés pour sensibiliser, accompagner et éduquer l'ensemble des parties prenantes, afin qu'elles soient actrices du changement. Par exemple, le Gender Quality Plan de Circle Economy 2022 a pour objectif

¹⁴ Des organisations internationales telles que SOCODEVI soutiennent des coopératives enclines au développement socio-économique durable et inclusif dans les pays en développement.

¹⁵ L'ancienne directrice de projets chez Oxfam nous explique qu'elle s'est sentie découragée dans la mise en place de certains projets ancrés envers l'EC par les revendeurs ou intermédiaires qui n'étaient pas inscrits dans cette démarche, ce qui annulait les effets du projet initial ancré dans les principes d'un commerce équitable, d'un meilleur pouvoir d'achat et de circuit fermé et local (exemple : création d'un catalogue en ligne de produits locaux, prix final du produit ou service élevé pour les locaux...).

¹⁶ Environnement, Social, Gouvernance

d'intégrer davantage la dimension du genre dans la recherche. Grâce aux approches transformatrices du genre, la recherche pourrait amener le changement social [JEM 22].

Il est essentiel de maintenir des collaborations et réseaux entre toutes les parties prenantes, notamment les groupes minorisés, mais aussi entre les chercheurs de la CI étrangers et la recherche universitaire en Afrique, par exemple sur des sujets émergents tels que l'approche par les capacités [NTI 16] et l'EC, et leur lien interdépendant.

Lors du congrès 611 « Contribution de la recherche à la transition vers l'économie circulaire » de l'ACFAS¹⁷ en Mai 2022, les intervenants ont souligné un besoin de recherche sur les politiques publiques, de concertation mais aussi au niveau des sciences sociales. Sur le point de l'EC, l'étude prospective pourrait aider à mieux appréhender les futurs alternatifs, notamment en termes d'implications sociales [ROD 20].

3.3. Promouvoir les principes d'EC inclusive : enjeux pour la CI

L'avantage de la promotion de l'EC est qu'elle ne repose pas sur une volonté de proposer un modèle économique occidental puisque l'Afrique la pratique déjà. La CI a pour principe de s'inspirer des savoir-faire locaux lors de la mise en place d'un projet, la CI en EC doit continuer de respecter ce principe en matière environnementale et sociale. La CI peut aider à accompagner les projets en EC et la promouvoir à plus grande échelle, mais son impact en matière sociale est remis en question, notamment à travers le manque de consensus mondial sur ces définitions de fond. Des paradigmes alternatifs pour la coopération doivent être créés [AMA 13] et la CI en EC pourrait aller en ce sens. Le chapitre 14 du dernier rapport GIEC 2020 expose plusieurs faits intéressants sur la CI : elle est efficace lorsqu'elle traite des problèmes secteur par secteur (coopération sectorielle) ; elle relate de l'importance de la société civile et des mouvements sociaux pour le changement ; elle explique qu'il y a un manque d'obligation juridique contraignante et les accords internationaux n'ont généralement pas une échelle ni une portée suffisante pour assurer une transformation rapide. L'accompagnement local est alors essentiel. La coopération doit continuer à favoriser les principes de la communication, sensibilisation et éducation citoyenne. Le dialogue entre les acteurs, la confiance entre eux et des objectifs fixés et cohérents sont essentiels mais doivent répondre à une éthique claire et un engagement profond sur le respect des luttes locales pour éviter que la coopération perde en légitimité [LIZ 21].

Le modèle inclusif d'EC peut être promu plus explicitement par la CI engagée en EC. Rendre l'EC explicite en Afrique peut la rendre visible, notamment avec les mouvements sociaux, permettre de plus la conscientiser pour finalement promouvoir ses pratiques. Intégrer explicitement l'EC, ses stratégies et ses modèles permettrait de se rendre compte de son rôle important dans la transition vers une société durable et de les promouvoir à l'international. Il est intéressant pour la CI de pratiquer une aide bilatérale lors de la promotion du concept et de le rendre explicite en Afrique occidentale. Ses modèles d'EC devraient être plus étudiés et les pays occidentaux pourraient s'en inspirer.

Les organisations internationales doivent travailler sur les questions de fond avant de promouvoir un nouveau système d'inclusion socio-économique international. Cela porte sur les définitions de l'inclusion socio-économique et l'actualisation des ODD, les relations Nord-sud, la pérennisation des projets mais également la remise en question de l'évaluation d'impact. Des experts indiquent une approche inadéquate de l'inclusion sociale selon l'UNESCO. Ce dernier explique que les stratégies d'inclusion sociale sont complexes à mettre en œuvre et constitue un réel défi, car elles nécessitent de transformer en profondeur les systèmes perpétuellement inégaux en termes de

¹⁷ ACFAS (Association Canadienne Française pour l'Avancement des Sciences)

distribution de richesses et pouvoirs. De manière plus générale, l'évaluation d'impact est sujette à débat par sa complexité de mesure, et les recherches à son sujet sont en évolution. L'évaluation d'impact, après avoir émis précédemment ses critiques, doit être repensée par les organisations internationales et les gouvernements. Les rapports de réalisation des ODD accentuent le besoin de revoir les indicateurs individuels [JEV, BOU 20].

Une dernière piste intéressante serait celle de la décroissance pour repenser la CI. Le néolibéralisme impacte aussi les relations Sud-Sud, les amenant à redéfinir leur politique et pratique de développement, mais bien souvent tout en restant dans une logique d'accumulation de capital [AMA 13]. Il faut détacher la logique de développement à la coopération internationale. Selon le chercheur scientifique au CERDI, il faut transformer les rapports Nord/Sud et en finir avec la relation dominante-dominé en repensant la connexion à l'autre, d'où l'importance des dialogues inclusifs. Ces relations inégales de pouvoir Nord-Sud font l'objet de nombreuses critiques académiques et politiques. Ce nouveau système radical, basé à l'instar du système capitaliste, sur des décisions sociales et populaires, serait la solution à de nombreuses problématiques sociétales. Ainsi, s'engager en faveur des principes « post-développement »¹⁸ est une autre façon d'amener l'EC par la CI, mais reste encore à l'écart des débats dominants dans le domaine de l'EC. Cela pourrait passer par le concept d'internationalisme radical, vision de l'international se voulant progressiste, intersectionnelle et multilatérale [SON 20] dans une optique de CI solidaire, altermondialiste et aide internationale bilatérale. Pour l'ancienne employée d'Oxfam, la solution est de passer par la décroissance, pour arrêter de mettre la pression sur la production et la consommation. Ce mode de pensée vise à remettre en question notre modèle de développement à travers ses alternatives, notamment avec les « communs ».

4. Conclusion

L'état embryonnaire de la CI engagée pour l'EC et son engagement socio-économique va faire l'objet de davantage de travaux de recherche au cours des prochaines années, de changements et de mises à jour. Ce travail nous a permis de poser les constats actuels sur l'arrimage et l'interdépendance évidente et nécessaire de nos trois notions.

Face à une démographie croissante, les enjeux socio-économiques en Afrique occidentale sont indéniables avec des inégalités sociales, économiques et environnementales qui ne cessent d'augmenter. Les pratiques d'EC ont toujours été présentes en Afrique occidentale, mais orientées vers l'environnement. La CI peut réduire les inégalités interpays sur le stade d'implantation des modèles d'EC en fournissant les ressources pour promouvoir à plus grande échelle les pratiques pionnières africaines d'EC. Cette dernière, comme la CI, permet ou peut favoriser l'inclusion socioéconomique en matière de création d'emploi circulaire et de réduction de l'économie informelle, en s'assurant également de créer des conditions de travail décentes, des salaires adéquats, de la formation, une inclusion sociale, en favorisant l'entrepreneuriat et le renforcement des capacités de manière plus générale. La CI engagée pour une EC réformiste détient les clefs pour construire de manière délibérée un modèle inclusif, juste et durable. Or tout reste à faire : elle doit travailler avec les organismes de coopération internationaux en général, plus avancés en matière d'objectif d'inclusion socio-économique et intégrer davantage cette stratégie comme objectif (avec des outils de mesure) si elle se veut réformiste, en respectant les besoins, savoir-faire et savoir-être culturels africains. Une réflexion sur l'approche inclusive systématique de la transition vers l'EC doit être menée, en intégrant les enjeux économiques, sociaux, environnementaux et humains, en sus de rééquilibrer les relations Nord-Sud.

¹⁸ Le livre “*Pluriverse : a post-development dictionary*” recense l'ensemble des définitions liées au post-développement.

Faire le lien entre les trois notions nécessite de prendre en considération leurs critiques individuelles ou duales et leurs solutions, sans quoi un modèle de CI engagé en EC réformiste inclusive socialement n'est ni viable ni légitime. La CI présente à l'échelle mondiale (ONU) a aussi des efforts à mener sur les définitions de l'inclusion socio-économique : des consensus sont attendus. Cette dernière est un concept très large et il est impossible d'uniformiser la diversité à un continent aux cultures hétérogènes aussi vaste que l'Afrique. Le rapport du GIEC 2022 indique que la CI marche, mais dans une certaine mesure, et qu'il est important de continuer à inciter les ambitions de chaque pays à travers différentes mesures de soutien, notamment dans les pays du Sud, où la coopération bilatérale et multilatérale en matière de financement, de renforcement des capacités et de la coopération Sud-Sud est primordiale. La mise en place de ces mécanismes permettra de rendre les aspects politiques, économiques et sociaux, acteurs du développement durable et de l'éradication de la pauvreté.

Redonner confiance à la CI s'ensuit obligatoirement de réformes, de changements radicaux et d'un certain dynamisme politique. Ces « révolutions et nouvelles façons de faire » sont souvent rendues possibles par les mouvements sociaux et la société civile. Aujourd'hui, choisir l'EC comme modèle de développement nécessite de réformer, ce qui n'est pas chose facile dans des économies qui font tout pour que les systèmes linéaires fonctionnent. C'est donc une chance pour l'Afrique que d'avoir toujours fonctionné circulairement : la CI en EC devra se baser sur un vrai échange valorisant et respectueux de ses principes. Les questions de fond restent nombreuses sur ces sujets : tel est l'enjeu actuel de l'amorce d'une réflexion des ODD pour 2050 et d'un consensus et engagement fort des Etats.

« L'économie doit être au service de la société, pas l'inverse. L'économie circulaire est le meilleur moyen d'y arriver en proposant une transformation systémique. » conclut un des représentants exécutifs de la Fondation Ellen MacArthur, 2022.

Bibliographie

- [AMA 13] AMANOR KOJO SEBASTIAN South-South Cooperation in Africa: Historical, Geopolitical and Political Economy Dimensions of International Development, *IDS Bulletin*, N°44, p. 20-30, Brighton, 2013.
- [ARM, BAE 19] ARMAH BARTHOLOMEW, BAEKSEUNG-JIN Prioritising interventions for sustainable structural transformation in Africa: a structural equation modelling approach, *Review of Social Economy*, N°77, p. 297-325, 2019.
- [BAR 07] BARON CATHERINE, Transfert du concept d'économie solidaire en afrique francophone : paradoxes et atouts, *Cairn*, p.325 à 342, 2007.
- [BOU 15] BOUQUET BRIGITTE L'inclusion : approche socio-sémantique, *Cairn*, p.15 à 25, 2015.
- [BUC 21] BUCH RAJESHET AL. From Waste Pickers to Producers: An Inclusive Circular Economy Solution through Development of Cooperatives in Waste Management, *MDPI*, Basel, 2021.
- [CAM 21] CAMPAGNARO CRISTIAN Social Cooperation as a Driver for a Social and Solidarity Focused Approach to the Circular Economy, *MDPI*, Basel, 2021.
- [CAV 20] CAVERO TERESA Analyse des inégalités multidimensionnelles en Afrique de l'Ouest et stratégie de réduction des inégalités, *Projet de recherche DEVCO, AFD AECID et Oxfam*, 2020.
- [CHA 07] CHALLINOR ANDREW ET AL. Assessing the vulnerability of food crop systems in Africa to climate change. *Climatic change*, N°83, p. 381-399, Dordrecht, 2007.
- [DAB 20] DABIRE IVAN CEDRIC Coopératives de production d'électricité renouvelable en Afrique subsaharienne : Analyse des facteurs de succès, Mémoire de maîtrise, *HEC Montréal*, Montréal, 2020.
- [FRI, VER, SAL 20] FRIANT MARTIN CALISTO, VERMEULEN .V., SALOMONE ROBERTA A typology of circular economy discourses: Navigating the diverse visions of a contested paradigm. Resources, *Conservation ans recycling*, N°161, 2020.

[GUN, TEN, WER 18] GUNARATHNE AD N, TENNAKOON TP Y C, WERAGODA JR Challenges and opportunities for the recycling industry in developing countries: the case of Sri Lanka, *Journal of Material Cycles and Waste Management*, N°21, p. 181-190, Dordrecht, 2018.

[JEM 22] JEMIMAH NJUKIET AL. Meeting the challenge of gender inequality through gender transformative research: lessons from research in Africa, Asia, and Latin America, *Canadian Journal of Development Studies*, 2022.

[JEV, BOU 20] JEVATIC M, BOULAND Environment and health as a driver of transformation, *European Journal of Public Health*, N° 30, Oxford, 2020.

[KAR 19] KARPE PHILIPPE 15. Africa: A. General Report, *Yearbook of International Environmental Law*, N°26, p. 471-482, 2019.

[LIZ 21] LIZARRALDE GONZALO ET AL. The problem of doing more: success and paradoxes in scaling up informal initiatives for disaster risk reduction and climate action, *Canadian Journal of Development Studies*, N°43, p. 339-369, 2021.

[MGR 88] M. GRIECO JOSEPH Realist Theory and the Problem of International Cooperation: Analysis with an Amended Prisoner's Dilemma Model, *The University or Chicago Press*, Vol. 50, No. 3, p. 600-624, 1988.

[MIH 19] MIHYO PASCHALET AL. Gender and social inclusion in the cashew nut value chain : the role of women and youth in agro processing in Tanzania, *Eastern Africa Social Science Research Review*, Vol. 35 No. 1-2, Addis Ababa, 2019

[NKA 12] NKAMBULE SIPHO JONATHAN Citizenship a tool of social inclusion and exclusion in post-apartheid South Africa. *Journal of Community Positive Practices*, Catalactica NGO, issue 2, p. 170-185, Bucharest, 2012.

[NTI 16] NTIBANKUNDIY CYPRIEN Les capacités : une revue de la littérature, Mémoire de maîtrise, *HEC Montréal*, Montréal, 2016.

[NWA 19] NWACHUKWU PT Identifying Efficacy and Difficulties in Inclusion and Non-inclusion of Social Justice Educational Advocacy on Students' Learning at Rural Schools, *Journal of Gender, Information and Development in Africa (JGIDA)*, suppl. Special Issue, Vol. 8, p. 245-266, Special Issue 1, London, 2019.

[OLA 20] OLAWUYI SEYI OLALEKAN Assessment of rural-urban migration decision effect on Agrarian transformation and food sovereignty : subsaharan Africa experience, *Journal of Management Information and Decision Sciences*, N° 23(S1), 432-441, Weaverville, 2020.

[ROD 20] RODRÍGUEZ RICARDO WEIGENDET AL. The future of the circular economy and the circular economy of the future, *Emerald*, Bingley, 2020.

[SAK 21] SAKAMOTO JESSICA LIE ET AL. How much for an inclusive and solidary selective waste collection? A Brazilian study case, *The International Journal of Justice and Sustainability*, N°26 (8), Abingdon, 2021.

[SEN 03] SEN AMARTYA L'économie est une science morale, *La Découverte*, Paris, 2003.

[SON 20] SONDARJEE MAÏKA Perdre le sud, *Ecosociété*, Montréal, 2020.

[STA 17] STANLEY JANET, STANLEY JOHN The Importance of Transport for Social Inclusion, *Social Inclusion*, N°5 (4), p. 108–115, Melbourne, 2017.

[VIR, ERA 20] VIRTO LUCIA MARTINEZ, ERANSUS BEGOÑA PEREZ Understanding Social Exclusion through Minimum Income Recipients' Living Conditions: Proposals for a New Institutional Social Inclusion Strategy, *Public University of Navarre*, 2020.

Annexe 1 – Liste des entretiens effectués (par ordre chronologique de réalisation)

Numéro entretien	Organisation	Fonction	Secteur d'activité
1	CERDI (Centre d'Etudes et de Recherches sur le Développement International)	Chercheur scientifique	Centre d'études et de recherche
2	CIRAD (Centre de coopération	Directrice du Campus - Correspondante régionale en Martinique	Centre de recherche

	Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement)	Elle travaille depuis 10ans dans ce centre de recherche, notamment pour le financement et le montage de projets.	
3	Educonnexion Mer et Monde	Animateur d'ateliers sur les sujets de la dette, le commerce équitable, les religions, l'histoire des noirs et d'autres enjeux sociaux Ancien employé (formation)	ONG internationale
4	CTRI (Centre Technologique des Résidus Industriels)	Conseiller en développement durable et Agent écoleader au CTRI Il a rédigé son mémoire sur les coopératives de production d'électricité renouvelable en Afrique subsaharienne : Analyse des facteurs de succès.	Ancien étudiant
5	HEC Montréal	Professeure titulaire aux HEC Montréal pour les cours de mondialisation, développement et innovation sociale, d'innovation sociale sur la scène internationale et les méthodes de recherche en affaires internationales.	Professeure
6	Oxfam (Oxford Committee for Relief Famine) SUCO (Solidarité Union Coopération) Dynamo (Rôle conseil en travail collaboratif)	Ancienne employé d'Oxfam en tant que conseillère en économie solidaire en Bolivie notamment Ancienne directrice de projet au Pérou Conseillère stratégique senior	ONG internationale
7	CECI (Centre d'Etudes et de CI)	Conseiller principal, Partenariats stratégiques au CECI Ancien gestionnaire de la planification de projets au Mali, Burkina Faso...	Centre d'études
8	ONU (Organisation des Nations-Unies)	Stagiaire – assistance au secrétariat de l'ONU pour l'High-Level Political Forum 2022 sur le thème suivant « <i>Building back better from the coronavirus disease (COVID-19) while advancing the full implementation of the 2030 Agenda for Sustainable Development</i> ” ¹⁹	Organisation internationale
9	Ampak Nigeria Limited ACEN/ACEA	Assistante de recherche et son superviseur, docteur en philosophie et chercheur en environnement durable. Ils travaillent pour l'ACEN et l'ACEA.	Centre de recherche
10	Ellen MacArthur Foundation	Représentant exécutif, institutions, gouvernements et villes, et responsable de la rédaction et des affaires européennes à l'EMF	Fondation internationale

¹⁹ L'HLPF est le moyen qu'à trouvé l'ONU pour faire le suivi des ODD, nous explique notre interviewée à l'ONU.